

Ensemble pour des régions prospères



- 1- Estrie ■ 2- Charlevoix/Côte-Nord ■ 3- Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine ■ 4- Saguenay—Lac-Saint-Jean
- 5- Laurentides/Lanaudière ■ 6- Mauricie/Centre-du-Québec ■ 7- Montérégie ■ 8- Nord-du-Québec
- 9- Outaouais ■ 10- Abitibi-Témiscamingue ■ 11- Chaudière-Appalaches ■ 12- Bas-Saint-Laurent

RAPPORT ANNUEL : 05
2004-2005

TABLE DES MATIÈRES

Message du ministre Jacques Saada	1
Message du président et de la directrice générale	2
Message du trésorier	4
L'année 2004-2005 en bref	6
Des relations fructueuses	8
Des objectifs... et des moyens!	15
Les SADC et les CAE appréciés de leur milieu	19
Des succès nordiques	20
Des gens passionnés	22

Notre Réseau est actuellement dans sa dernière année d'une planification quinquennale. Il nous apparaît donc important, en plus du bilan de l'année, d'effectuer un survol du chemin parcouru au cours des dernières années et de constater l'évolution et le travail accompli. En 2001, un contrat de cinq ans venait d'être signé avec Développement économique Canada (DEC), ce qui nous donnait l'occasion de concevoir une planification à long terme. Ainsi, lors d'un exercice regroupant une cinquantaine de participants, le Réseau avait adopté la vision suivante :

«D'ici 2006, le Réseau des SADC du Québec, organisme au service des collectivités, sera le partenaire privilégié, de première ligne, et le comité avisier du milieu pour l'ensemble des programmes et services du gouvernement du Canada, et ce, dans l'esprit de notre mission et le respect de notre autonomie.»

Au cours des quatre dernières années, toutes nos actions ont été motivées par nos objectifs, soit : être reconnus par le gouvernement comme partenaires privilégiés; assurer la solidarité au sein du Réseau, dans le respect des différences; se renforcer mutuellement; se faire connaître comme experts en ruralité; maintenir et accentuer nos expertises; augmenter la visibilité publique et soutenir les SADC et CAE dans le regroupement des forces du milieu.

Le rapport annuel de cette année se veut donc le lieu propice pour rendre compte des efforts accomplis et des résultats obtenus. De plus, nous avons voulu nous associer avec notre partenaire privilégié, Développement économique Canada, avec lequel nous avons accompli beaucoup de projets conjoints. C'est pourquoi le ministre Jacques Saada a bien voulu, d'entrée de jeu, nous adresser un message de reconnaissance.

Bonne lecture!

□ MESSAGE DE L'HONORABLE JACQUES SAADA, MINISTRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA □ □ □



Je suis très heureux, à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, de profiter de l'occasion que me donne la publication de ce rapport annuel pour souligner le travail et l'engagement des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) du Québec dans le développement de leurs communautés.

Développement économique Canada a pour mandat de favoriser le développement économique à long terme des régions dont la croissance est plus lente et qui n'offrent pas d'emplois en nombre suffisant à leur population. L'exercice de ce mandat démontre combien il importe pour le gouvernement du Canada d'assurer à chacun des citoyens et des citoyennes du pays des chances égales de réussir dans la vie. Cet aspect du développement régional et du développement local en particulier revêt à mes yeux une dimension humaine qui ne doit jamais être occultée par des chiffres ou des statistiques. Je n'insisterai jamais assez pour affirmer que le développement économique régional doit donner la possibilité aux femmes et aux hommes d'un bout à l'autre du Canada de nourrir leur sens de l'initiative, d'élaborer des projets et de réaliser leurs rêves.

Le programme *Développement des collectivités* (PDC) s'avère le principal moyen mis à la disposition de Développement économique Canada en vertu duquel les SADC du Québec poursuivent leurs efforts visant à favoriser la vitalité des collectivités de la province. Il s'agit d'un partenariat établi en fonction de la complémentarité de nos expertises et de nos moyens, à l'échelle régionale et locale.

J'ai la conviction la plus profonde que les collectivités canadiennes sont les mieux placées pour trouver des solutions aux enjeux de développement local, pour relever les défis et les opportunités qu'apporte la mondialisation de l'économie et pour réaliser leur plein potentiel. En pratique d'ailleurs, la plus grande partie de l'action de Développement économique Canada consiste à donner aux régions et aux localités les moyens et les outils pour mieux assurer leur développement.

En terminant, je tiens à saluer la précieuse collaboration des SADC du Québec qui se consacrent à mobiliser les forces vives des communautés autour de projets porteurs pour l'avenir. C'est bien souvent les SADC qui constituent la première ligne à nombre d'interventions gouvernementales dans les localités du Québec. Ce sont aussi par les SADC, leur personnel et leurs bénévoles que des entrepreneurs démarrent leur projet et que nombre de jeunes découvrent qu'il y a d'autres possibilités que le départ vers les grands centres quand vient le temps de décider de leur avenir.

1

MESSAGE DU MINISTRE

De grands défis se pointent à l'horizon en particulier pour les collectivités secouées par des perturbations socioéconomiques consécutives à des fermetures d'usines et à la raréfaction de leurs ressources naturelles. L'adaptation de ces collectivités en difficulté constituera, à court et moyen terme, l'une des priorités de Développement économique Canada, qui travaillera à leur redynamisation et diversification. Je sais que je peux compter sur l'appui des SADC du Québec pour bâtir des régions créatives et fières où chaque citoyen pourra saisir des occasions de réaliser ses rêves de développement et d'épanouissement personnel.

Jacques Saada
Ministre



□ MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE □ □ □

Si la solidarité constitue un indicateur de maturité pour apprécier la vitalité d'un réseau, 2004-2005 nous aura permis de constater à quel point, à ce titre, notre organisation est forte. Et c'est lorsque l'on voit des membres accepter de perdre un peu pour permettre à d'autres de recevoir plus que l'on peut mesurer cette solidarité.

Nous avons eu de nombreuses occasions au cours des derniers mois, de nous concerter et d'adopter des décisions importantes. Dans tous les cas, les membres ont fait preuve d'ouverture d'esprit, d'efficacité, de créativité et d'une grande générosité :

- Solidarité dans le règlement de la mesure de capitalisation et la mise en place de nouvelles modalités favorisant les SADC qui en ont le plus besoin;
- Générosité dans l'adhésion et la réponse à l'appel du Fonds commun;
- Ouverture d'esprit en acceptant qu'un comité de travail se penche sur la situation des régions éloignées dans le but d'y apporter des solutions concrètes particulières;
- Efficacité et créativité dans l'élaboration d'une proposition pour la gestion d'un fonds d'économie sociale et efficacité dans la mobilisation des acteurs locaux autour de ce projet.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Un autre indice de cette solidarité se manifeste dans la participation accrue des membres aux activités, rencontres et groupes de travail. Trois nouveaux comités ont été mis en place : Régions éloignées, Développement local et Économie sociale. Plusieurs membres bénévoles et professionnels ont consacré temps et énergie à nourrir les discussions qui s'y sont tenues, à proposer des solutions et à imaginer des outils de travail qu'ils ont généreusement donnés par la suite au Réseau. Cette participation active constitue d'ailleurs une marque de commerce reconnue par les partenaires extérieurs.

Cette reconnaissance se fait sentir de façon très concrète dans des ententes de collaboration que nous avons développées :

- Avec la Banque de développement du Canada, d'abord pour le bénéfice des promoteurs, certes, mais qui est aussi une occasion d'échanges dynamiques et fructueux;

- Avec le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada, l'Association des professionnels en développement économique du Québec, Ressources entreprises, la Fondation Rues principales, et ce, toujours dans le but de consolider nos organisations pour aider davantage nos collectivités. Le dossier d'économie sociale nous aura aussi permis de mener une opération de concertation locale importante et les appuis ont été nombreux;
- Avec notre partenaire privilégié, Développement économique Canada (DEC), les échanges sont toujours fructueux, comme on pourra le constater tout au long de ce rapport annuel que nous avons tenu à produire ensemble. Les réalisations découlant de cette collaboration sont nombreuses et le gouvernement du Canada a reconnu tout ce travail accompli en annonçant, dans le budget fédéral, le renouvellement du Programme de développement des collectivités (PDC). Les nombreuses rencontres avec les politiciens et les fonctionnaires nous ont aussi démontré la grande appréciation du travail fait au sein du Réseau.

C'est dans ce contexte positif que nous abordons la prochaine année qui sera marquée par des discussions avec DEC, à l'automne, sur le renouvellement des ententes. « Les SADC sont là pour rester », avons-nous entendu à maintes reprises au cours des derniers mois et malgré les turbulences politiques actuelles. C'est sur la base des résultats obtenus, de l'expertise que vous avez développée et de l'appréciation manifeste dans vos milieux que l'avenir de nos organisations sera assuré. Toutes les énergies seront donc vouées à assurer la signature d'ententes à long terme, profitables et équitables, qui permettront à tous de relever le défi du développement durable de nos régions.

Nous voulons encore vous redire cette année merci pour tant de disponibilité et d'efficacité. Et nous tenons à reconnaître tout particulièrement le travail des administrateurs du conseil d'administration du Réseau qui, en plus de leur engagement au niveau local, consacrent du temps pour bien représenter vos régions et faire part de vos besoins.



Gratien LeBel
Président



Hélène Deslauriers
Directrice générale



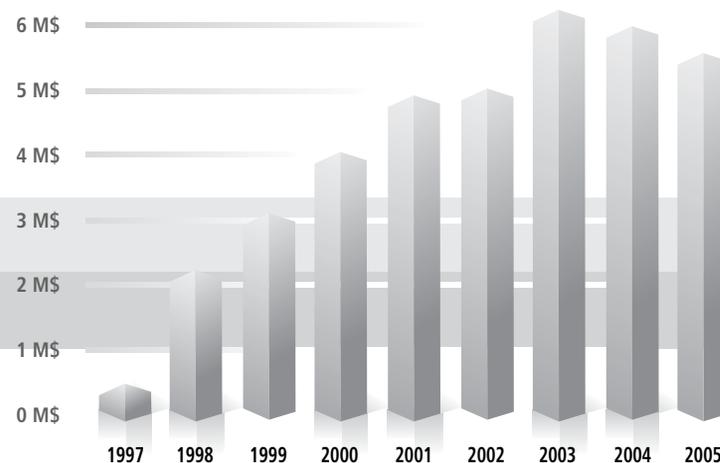
□ MESSAGE DU TRÉSORIER □ □ □

L'année qui se termine confirme la stabilité financière de notre organisation. Notre chiffre d'affaires se maintient autour de 5,26 M\$. De ce montant, 4,06 M\$, soit 77 %, sont remis aux membres en argent et en services.

Les budgets alloués à la communication et aux déplacements ont augmenté afin de favoriser des interactions accrues entre les membres. Fait nouveau, les revenus autonomes sont en hausse, passant de 145 000 \$ à 263 000 \$ grâce à des ententes de collaboration signées avec des partenaires qui reconnaissent notre expertise.

Autre élément important, le Réseau a signé une entente de gestion en sous-traitance avec le Fonds commun. Cela contribue à une plus grande efficacité dans le traitement et la diffusion des données ainsi que dans la réponse aux membres qui ont besoin d'emprunter. Cette responsabilité commande cependant une diversification des tâches au sein de l'équipe : suivi des prêts et des placements, et décaissement de capitalisation. Il s'agit d'une comptabilité de 17,9 M\$ de plus qui transite par le Réseau.

Évolution des **revenus** de 1997 à 2005

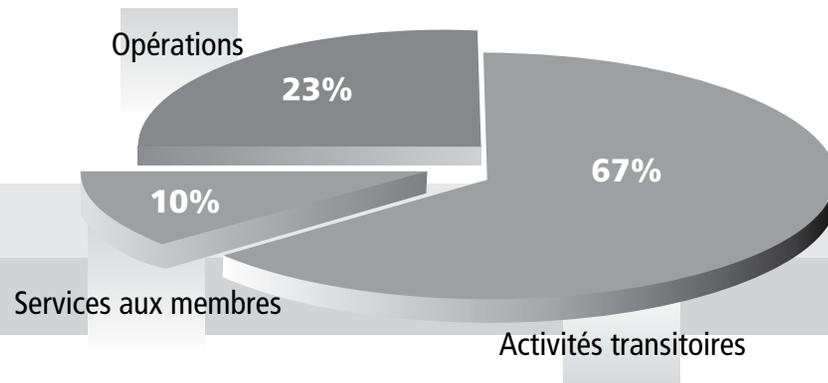


Cependant, le fait le plus marquant de cette année financière est sans contredit la vérification externe effectuée par DEC dans le cadre du processus de vérification continue. Cet exercice a permis d'évaluer nos méthodes comptables et nous sommes heureux du commentaire écrit des vérificateurs : « La comptabilité des dépenses était effectuée avec rigueur. Ce qui est particulièrement important puisque le Réseau gère plusieurs ententes différentes. » De plus, les moyens de contrôle établis avec les membres ont prouvé leur efficacité, puisque dans l'échantillon aléatoire, 100 % des pièces justificatives demandées à cinq SADC ont été acheminées au Réseau en moins de 24 heures.

Les mécaniques de décaissement des diverses enveloppes sont maintenant bien rodées, ce qui permet aux membres de bénéficier plus rapidement des sommes allouées. Dans le cadre du projet AFER, c'est 1,32 M\$ qui a pu ainsi être transmis directement aux entrepreneures de façon diligente.

En tant que trésorier, je suis donc fier des résultats obtenus grâce au bon travail de tous ceux et celles qui participent à ce succès.

Répartition des revenus 2004-2005



Raymond Cimon
Trésorier

□ L'ANNÉE 2004-2005 EN BREF □ □ □

LA STRATÉGIE JEUNESSE ATTEINT DES SOMMETS

Une excellente année pour la Stratégie jeunesse! En plus de l'annonce d'une prolongation de deux ans, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Un effet levier important qui est passé de :

- 1 \$ pour 7 en 1997 à 1 \$ pour 9 cette année, pour un total d'investissements de près de 50 M\$.

Cette collaboration entre le Réseau des SADC et DEC s'avère toujours essentielle pour les jeunes en région.

AFER DÉPASSE SES OBJECTIFS

Le projet pilote du Fonds AFER Canada, destiné au démarrage d'entreprises par des femmes en milieu rural, s'est poursuivi avec ardeur cette année. Le défi était d'autant plus important que ce fonds s'adresse à de nouvelles femmes entrepreneures. Plusieurs objectifs ont été dépassés :

- Ainsi, 124 nouvelles entreprises ont été créées en milieu rural, au lieu des 92 prévues.

Un défi bien relevé pour les 22 SADC participantes!

LE FONDS COMMUN PREND SON ENVOL

Projet mobilisateur, le Fonds commun des SADC a pris son envol cette année.

- Son «membership» s'est accru de 25 %, passant de 44 à 55.
- Son avoir global est passé de 6 M\$ en avril 2004 à près de 18 M\$ en mars 2005.
- Les membres ont injecté 6,6 M\$ de nouveaux capitaux dans le fonds.
- DEC y a contribué pour 5 M\$.

L'apport de DEC constitue une manifestation tangible de son appui. Voilà un bel exemple de réussite basée sur la concertation et la solidarité!

L'ANNÉE 2004-2005 EN BREF

UNE BONNE VISIBILITÉ POUR LES SADC ET CAE

Une année sous le signe de la communication! La grande nouveauté est sans contredit un cahier spécial sur les SADC et CAE, publié dans le journal Les Affaires. On y retrouve notre profil corporatif et plus d'une soixantaine d'initiatives et de projets originaux.

- Le Réseau a aussi conçu une nouvelle chronique dans le mensuel Réseaux et quatre numéros ont été réalisés.
- Nous avons participé à un cahier spécial sur l'économie sociale, publié en février dans le journal Les Affaires.
- Nous avons aussi été présents dans un cahier sur l'entrepreneuriat au Québec, inséré dans les sept quotidiens du Groupe Gesca : Le Soleil, La Presse, Le Droit, Le Nouvelliste, La Tribune, Le Quotidien et La Voix de l'Est.

Une collaboration de DEC qui contribue à une meilleure notoriété des SADC et CAE.

PLUS D'EMPLOI POUR LES CACI

Les emplois offerts dans les Centres d'accès communautaire à Internet (CACI) procurent une expérience de travail pertinente aux jeunes en région.

- En 2004-2005, en plus des 130 stages prévus en début d'année, le Réseau est allé chercher 450 000 \$ supplémentaires en provenance du programme national : 100 stages de plus pour 230 emplois jeunesse.

Voilà une mesure incitative qui permet à plus de jeunes de travailler dans leur région!

LE PARTENARIAT AVEC LA BDC : UNE ANNÉE CONCLUANTE!

L'entente de partenariat avec la Banque de développement du Canada (BDC) s'est avérée des plus fructueuses pour les SADC et CAE. Elle vise la référence partagée de clients, l'octroi de prêts conjoints et le suivi d'entreprises.

- 52 des 67 SADC et CAE ont signé l'entente, soit plus de 78%.
- 134 dossiers ont été approuvés par les SADC et CAE, pour un investissement de 6,1 M\$.
- 42 dossiers nous ont été référés directement par la BDC, ce qui représente des financements de 2,6 M\$.
- 32 M\$ en prêts ont été autorisés aux entrepreneurs des régions.

Et ce n'est qu'un début, car cette collaboration ouvre la porte à de nouvelles occasions de développement.

RESSOURCES ENTREPRISES : UN PARTENARIAT EN CROISSANCE

Vingt-trois SADC ou CAE situés dans l'aire du code téléphonique 418 ont pu offrir des services de recherche à leurs entrepreneurs grâce à l'entente conclue entre elles, DEC et Ressources entreprises.

- Près de 700 heures de recherche auront ainsi permis à 195 entreprises de commander des analyses détaillées préalables à leur développement.

De plus, l'entente a été renouvelée et le service est de plus en plus populaire auprès des entreprises.



DES EXPERTISES RECONNUES

La dernière année aura été témoin de la réalisation de plusieurs nouveaux partenariats entre notre regroupement et diverses organisations :

- Une entente a été signée avec le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE) concernant notre système d'information géographique. Cette entente permettra à cette organisation d'en faire l'utilisation, mais aussi d'y investir afin d'assurer le développement de cet outil de géomatique unique. Une entente de 70 000\$!
- Une autre entente a été signée avec l'Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ) pour la réalisation conjointe d'une enquête salariale. Les résultats seront des plus utiles à notre regroupement.
- De plus, l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) complète une étude mettant en valeur le savoir-faire des SADC et CAE du Québec. Un outil de positionnement pour le Réseau des SADC.

Tous ces partenariats ont un point en commun : bénéficier de l'expertise du Réseau des SADC !

□ DES RELATIONS FRUCTUEUSES □ □ □

UN PARTENARIAT BIEN ÉTABLI AVEC DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

La collaboration entre notre réseau et Développement économique Canada s'est très certainement accrue au cours des dernières années :

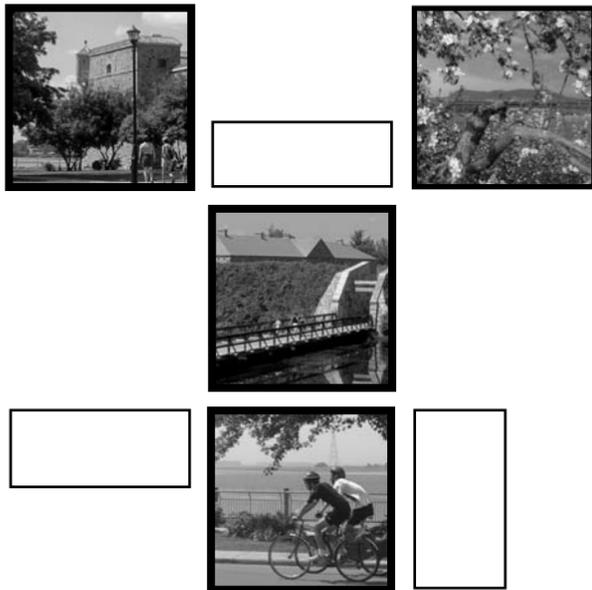
- Les mesures et les programmes mis en place par cette agence répondent de mieux en mieux aux besoins des SADC et CAE et de leurs collectivités, et ce, parce qu'ils naissent d'une réflexion conjointe entre nos deux organisations et d'un souhait que ces programmes répondent véritablement aux problématiques vécues sur le terrain. Mentionnons la Stratégie jeunesse, le Fonds AFER Canada ou encore Entreprises rurales qui s'est avéré être un véritable succès dans le Bas-Saint-Laurent et qui est maintenant offert dans plusieurs autres régions du Québec.
- Notons aussi l'importante participation de l'agence à nos différents comités de travail. Ces rencontres conjointes ont permis, entre autres, l'amélioration de nos politiques administratives respectives, la reddition de comptes, l'élaboration de solutions concrètes pour nos membres concernant différents dossiers, etc.
- Soulignons la participation conjointe du Réseau et de l'agence aux conseils d'administration des deux SADC en territoire autochtone. Ces rencontres ont été productives pour les SADC et ont contribué à rapprocher nos deux organisations.
- Aussi, DEC a fait appel à notre réseau afin de coordonner la réalisation d'une étude sur la relève locale en entreprise, de concert avec des chercheurs de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Les résultats de cette étude seront fort utiles pour l'ensemble de nos membres.

8

- 60 % des entreprises ayant bénéficié de l'aide des SADC depuis sept ans affirment que celle-ci leur a permis de développer de nouveaux produits et services.
- Au fil des ans, nos enquêtes annuelles indiquent qu'en moyenne, trois emplois sont créés dans chaque entreprise financée par les SADC.
- Dans le cas de la Stratégie jeunesse, le nombre d'emplois maintenus par entreprise a aussi augmenté, passant d'un à trois!

DES RELATIONS FRUCTUEUSES

- Ajoutons que notre partenariat avec DEC a franchi une autre étape. En effet, de nombreuses consultations ont été réalisées auprès de nos membres par l'agence concernant différents sujets tels que le développement local ou encore l'économie sociale. Dans les deux cas, l'agence a souhaité nourrir ses réflexions de l'expertise des SADC et CAE. Voilà des signes qui nous permettent de constater la confiance que nous porte l'agence en plus du rôle de comité avisé que nous jouons de plus en plus auprès d'elle.



LES REGARDS SE TOURNENT VERS LA RÉGION DU SUROÎT-SUD!

Située au sud-ouest de la région métropolitaine de Montréal, à proximité de la frontière de l’Ontario et de l’État de New York, la région du Suroît-Sud comprend les MRC de Beauharnois-Salaberry et le Haut-Saint-Laurent, totalisant une population de 80 000 personnes.

Depuis les dernières années, la région du Suroît-Sud, comme plusieurs autres, est confrontée aux mutations engendrées par la mondialisation de l’économie et une compétition accrue basée sur l’avancement technologique des entreprises. Ses industries traditionnelles ont dû faire face à une concurrence internationale plus féroce, ce qui a entraîné l’urgence d’effectuer le virage nécessaire vers la diversification de sa base économique.

C’est en 2003 – sur l’initiative de notre partenaire, la SADC du Suroît-Sud – que l’agence a été interpellée pour appuyer financièrement la réalisation d’une étude visant à dégager les orientations qui permettront la mise en place d’une stratégie régionale d’intervention.

Coordonné par Marie Barrette, directrice générale de la SADC, un comité de suivi, composé de l’ensemble des acteurs socio-économiques de la région, a été mis sur pied. Déposé en février 2005, le rapport final de l’étude identifie cinq axes de développement, desquels découlent plusieurs sous-comités.

Jusqu’à l’embauche d’une gestionnaire affectée au suivi de l’étude, Mme Carole Cardinal, c’est à l’équipe de la SADC que revenait la tâche d’assurer la coordination des nombreux sous-comités, en plus de poursuivre les activités régulières de la SADC du Suroît-Sud et du point de service à Huntingdon.

De plus, l’équipe et les bénévoles de la SADC, en étroite collaboration avec le bureau d’affaires en Montérégie de Développement économique Canada, ont été activement impliqués dans le suivi de plusieurs dossiers pour Huntingdon.

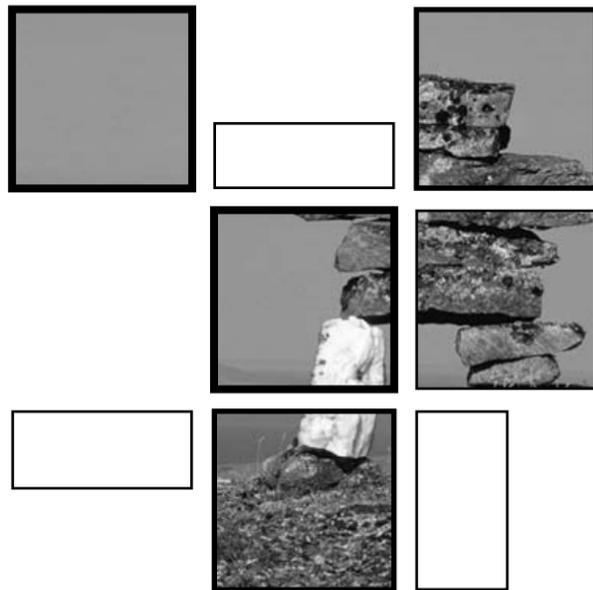
LE DÉFI DES SADC AUTOCHTONES

En 2003, deux nouveaux membres ont intégré le réseau des SADC : le Nunavik Investment Corporation (SADC inuite) et le Eeyou Economic Group (SADC crie) respectivement situés à Kuujuaq et à Waswanipi. Desservir ces deux SADC constitue, du fait de leur situation géographique, un défi pour l’Agence de développement économique du Canada.

Pour mieux faire connaître les services et les outils que l’agence et le Réseau mettent à leur disposition, le bureau d’affaires Nord-du-Québec et le Réseau des SADC ont fait des présentations conjointes lors des réunions du conseil d’administration de ces nouvelles SADC.

Ces rencontres ont permis ;

- de répondre à diverses questions sur l’entente conclue entre l’agence et le Réseau des SADC;
- d’exposer les services et les outils offerts par le Réseau, tels le Fonds commun, l’intranet CIRIL, le programme de communication à frais partagés et l’embauche d’étudiants;
- de même que mettre en oeuvre l’initiative Entreprises rurales.



Malgré sa création récente, en octobre 2001, la SADC du Suroît-Sud est rapidement devenue un acteur incontournable du développement économique de la région et un interlocuteur des plus respectés. C’est grâce au leadership de la SADC que plusieurs initiatives ont vu le jour, notamment la réalisation de l’étude la -Stratégie régionale d’intervention- qui fait consensus auprès des nombreux intervenants de l’ensemble du territoire.

Déjà, plusieurs projets d’envergure issus des différents sous-comités sont en processus d’analyse. La prochaine année devrait donc être fertile en bonnes nouvelles; le Suroît-Sud est sans conteste une région qui bouge!

En tant que partenaire privilégié du Réseau des SADC, Développement économique Canada a accepté d'emblée de contribuer à notre rapport annuel en nous décrivant quelques réalisations conjointes.

CONTACT AFFAIRES : BIEN PLUS QUE DES CONTACTS!

Contact Affaires est un concept novateur d'animation économique élaboré par Développement économique Canada (DEC) et le Réseau des SADC du Québec. Cette initiative vise essentiellement à améliorer la croissance des PME et à contribuer au développement de toutes les régions du Québec. À ce jour, sept événements Contact Affaires ont eu lieu, dont trois entre le 1^{er} avril 2004 et le 31 mars 2005, dans l'est de Montréal, la Montérégie (Saint-Jean-sur-Richelieu), et aux Îles-de-la-Madeleine.

Une diversité d'expertises!

Soulignons que Contact Affaires repose avant tout sur une qualité d'interactions et une diversité d'expertises, tant des conférenciers invités que des représentants des ministères et organismes présents. De plus, les SADC, les CAE, les bureaux d'affaires et la Direction générale des communications de DEC participent à leur organisation. À cette collaboration s'ajoute la contribution des ministères, agences et organismes du gouvernement du Canada, que ce soit sur le plan de l'innovation, de la créativité ou de l'information sur les différents programmes et services offerts. Ces événements permettent de transmettre des connaissances stratégiques aux entrepreneurs et de les appuyer dans l'amélioration de la productivité de leur entreprise et la réalisation de leurs projets d'innovation.

D'ailleurs, et c'est une première à souligner, le Contact Affaires aux Îles-de-la-Madeleine fut précédé, les 14 et 15 mars derniers, d'une mission économique regroupant 16 dirigeants d'entreprise qui ont bénéficié de rencontres ciblées avec les représentants des ministères, agences et organismes du gouvernement du Canada et d'ICI Environnement.

Appréciation

Plusieurs éléments contribuent à la satisfaction des visiteurs. On apprécie notamment la formule flexible «à la carte», les échanges sous forme de rencontres «privilèges» avec les représentants des ministères et organismes du gouvernement du Canada, le choix des thèmes reliés aux enjeux stratégiques propres à la région, les conférences de premier plan et s'adressant à un large public ou encore, l'apport de l'expertise universitaire par la participation d'ICI Environnement.

Satisfaction

Contact Affaires répond aux attentes de la grande majorité des entrepreneurs participants. En effet, les fiches d'évaluation démontrent un taux de satisfaction de plus de 92 %.



Contact Affaires,
Montérégie, 10 novembre 2004

9

DES LIENS DE CONFIANCE AVEC INDUSTRIE CANADA

Notre collaboration avec Industrie Canada remonte à plus de dix ans déjà! En effet, conscient que les technologies de l'information et des communications (TIC) sont étroitement liées au développement des collectivités, le Réseau a été de ceux qui ont assuré le déploiement du Programme d'accès communautaire à Internet (PAC) au Québec, et ce, dès ses débuts en 1995. Voici les différentes collaborations que nous avons eues avec ce ministère au fil des années :

- Que ce soit pour assurer la gestion des emplois d'été pour les étudiants ou encore, les montants d'argent voués à la pérennité des Centres d'accès communautaire à Internet (CACI), Industrie Canada fait de plus en plus confiance à notre réseau pour atteindre ses objectifs. Par exemple, un financement de 3,8 M\$ a été investi dans plus de 400 CACI depuis 2002.

- Ainsi, en 1996, notre partenaire nous confiait près de 95 000 \$ pour la création d'emplois pour les jeunes, et ce montant est passé à plus de 1 M\$ en 2004. Pour l'ensemble du Programme d'accès communautaire, c'est plus de 11 M\$ que notre regroupement s'est vu confier par ce ministère, de 1996 à 2004.

- De nombreux échanges ont eu lieu entre nos deux organisations au fil des années au sujet de l'importance de décentraliser la gestion de certains programmes. Ces échanges ont porté fruits puisque, depuis 2003-2004, le programme visant la pérennité des CACI est maintenant coordonné à l'échelle régionale, plutôt que provinciale. Notons qu'il s'agit ici d'un gain important pour nos membres.

«Industrie Canada est heureux de son partenariat avec les SADC pour atteindre les objectifs d'accessibilité aux technologies de l'information et des communications comme levier important du développement des régions.

Le développement économique et communautaire des régions passe par l'appropriation des technologies de l'information et des communications par le milieu ; les membres et partenaires des SADC l'ont bien compris. Le Programme d'accès communautaire a encore connu une année dynamique de par la présence des SADC. Par ailleurs quelques projets de déploiement de réseaux à large bande sont en cours d'élaboration et leur mise en oeuvre sera amorcée sous peu par l'implication des SADC.»

Pierre Lemay, directeur exécutif, région du Québec
Industrie Canada

DES RELATIONS FRUCTUEUSES

- Dans le dossier du projet de large bande, qui vise l'accès Internet à haute vitesse dans les régions du Québec, rappelons qu'Industrie Canada a fait appel à l'expertise de notre réseau pour réaliser un inventaire des projets et des initiatives de connectivité à large bande ou d'amélioration d'accès au réseau haute vitesse. Ces travaux ont permis à Industrie Canada de préparer l'appel de propositions pour les projets de large bande. De plus, la majorité des projets de large bande acceptés provient des membres de notre réseau.

UNE RELATION PROMETTEUSE AVEC LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA (BDC)

Ce qui a débuté par un projet pilote avec la BDC est devenu une collaboration des plus prometteuses, et ce, dans l'ensemble du Canada! Démarré à l'automne 2002, ce projet connaît des résultats fort concluants :

- Le contact s'est d'abord établi progressivement entre cinq bureaux d'affaires de la BDC et cinq membres du Réseau. L'exercice a permis de mettre en commun nos pratiques, de comprendre les différences dans nos modalités de financement et d'apprécier l'expertise de chacun.
- Toutes les régions du Québec ont ensuite emboîté le pas, de sorte que 52 SADC ou CAE de la province ont aujourd'hui développé un solide partenariat avec la BDC, tant pour la référence de clients, l'octroi de prêts conjoints que le suivi d'entreprises.
- Cette entente nous a aussi permis de partager et de définir une vision commune d'un outil essentiel de développement des collectivités : l'économie sociale. Ainsi, en partageant nos interventions et nos expertises respectives, cette collaboration mutuelle a des répercussions positives sur la mise en œuvre des projets en économie sociale.
- Ce partenariat s'est élargi également aux Camps Je, des camps d'été novateurs visant à sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat. Ajoutons que des projets de formation sont présentement à l'étude avec la BDC.

«Puisque le mandat de la BDC consiste à favoriser le développement de l'entrepreneurship au Canada, notre partenariat avec le Réseau des SADC est tout naturel. En conjuguant nos efforts, nous sommes en mesure de créer une synergie bénéfique pour les entrepreneurs. De plus, nous sommes fiers de soutenir l'initiative des Camps Je, car nous croyons qu'il n'est jamais trop tôt pour s'intéresser à l'entrepreneurship. Nous trouvons très bénéfique que des jeunes soient exposés à l'entrepreneurship et puissent le considérer comme une option de carrière intéressante. L'expérience acquise lors de ces camps les aide à développer leurs aptitudes et à devenir les leaders de demain.»

André Bourdeau, président et chef de la direction par intérim, et vice-président exécutif
Services financiers et Groupe-conseil de la BDC

Au-delà de ces résultats concrets, c'est une véritable alliance qui s'est développée, basée sur la confiance, le respect et le souci commun du client.

UNE COLLABORATION EN CROISSANCE AVEC SECRÉTARIAT RURAL

Les liens qui nous unissent au Secrétariat rural se sont eux aussi accentués au cours des dernières années :

- En effet, rappelons tout le travail effectué conjointement dans le cadre du plan d'action rural, qui a donné naissance à des initiatives et à de beaux projets, tels que le Fonds AFER Canada.
- Nos liens avec le Secrétariat rural ont également permis à nos membres de prendre part aux nombreuses rencontres des équipes rurales régionales, qui consistent à consulter et à regrouper les intervenants des régions autour d'enjeux communs.
- De plus, le Réseau a eu le privilège de faire partie de l'Équipe rurale provinciale, ce qui constitue une reconnaissance de notre expertise en développement local.
- Nous ne pouvons passer sous silence l'étroite collaboration du Secrétariat rural dans le cadre des quatre éditions de l'Université rurale québécoise, qui consistent en des initiatives de formation. Elles ont été coordonnées par nos membres des régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Bas-Saint-Laurent, de la Haute-Côte-Nord et des municipalités régionales de comté (MRC) de Manicouagan et de la Mauricie.
- Aussi, depuis deux ans, le Secrétariat rural est un important partenaire financier de notre congrès annuel. En plus de prendre part aux discussions, il contribue ainsi au succès de nos événements.

DES RELATIONS FRUCTUEUSES

- Autre élément important à souligner : le Secrétariat rural, dans le cadre de son nouveau programme sur les modèles de développement rural et de renforcement des capacités, a fait appel à l'expertise du Réseau des SADC afin de diriger un dossier sur l'évaluation de l'Université rurale québécoise.

□ DES OBJECTIFS... ET DES MOYENS! □□□

Grâce à la planification quinquennale élaborée en 2001, le Réseau des SADC est fier de constater qu'il est en voie d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Nous croyons que chaque mesure et chaque programme instaurés au cours des années en collaboration avec le gouvernement du Canada ont fortement contribué au développement économique des collectivités du Québec. Que ce soit pour stimuler l'entrepreneuriat auprès des jeunes ou des femmes, pour faciliter l'accès aux technologies ou encore, pour mieux outiller les SADC et les CAE, chaque moyen a favorisé à sa manière l'émergence de nos collectivités. C'est à travers un survol des quatre dernières années que nous vous présentons ci-dessous des résultats bénéfiques fort éloquents, rendus possibles grâce à ce solide partenariat.

POUR STIMULER L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Les femmes constituent un enjeu majeur pour le développement de nos milieux ruraux. Dès 1999, les SADC et CAE ont élaboré un plan d'action avec l'Équipe rurale du Québec. En 2000, le Réseau des SADC du Québec s'associait avec l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas) afin de sensibiliser les femmes à l'entrepreneuriat. Après avoir identifié les besoins particuliers des femmes désirant se lancer en affaires, en octobre 2003 le Réseau des SADC et Développement économique Canada mettaient sur pied le Fonds AFER Canada, une initiative exclusive aux collectivités rurales du Québec.

Après seulement dix-huit mois d'existence, le défi a été relevé avec succès. Tous les fonds disponibles dans le cadre de ce projet, soit 2 640 000 \$, ont été engagés par les 22 SADC impliquées et réparties sur le territoire de douze régions administratives. En plus d'offrir une aide financière non remboursable, ce fonds permet également l'accompagnement et le suivi personnalisés de ces nouvelles entrepreneures. Plusieurs témoignages de femmes nous ont confirmé qu'elles ont pu, grâce à cette aide, réaliser leur rêve d'entreprise.

Grâce au Fonds AFER Canada:

- 165 femmes ont développé leur idée d'entreprise.
- Une aide financière moyenne de 19 000 \$ a été accordée aux projets d'entreprise.

DES OBJECTIFS... ET DES MOYENS!

Le travail effectué en synergie entre le Réseau des SADC et Développement économique Canada a grandement favorisé le succès de cette initiative. Le Fonds AFER Canada est sans contredit un autre bel exemple de notre partenariat et démontre bien l'efficacité du rôle aviseur que le Réseau a joué.

LES JEUNES, L'AVENIR DE NOS RÉGIONS!

Afin d'assurer le dynamisme de nos collectivités au fil des ans, le Réseau des SADC du Québec a instauré une véritable démarche continue auprès des jeunes de 14 à 35 ans, dans l'objectif de les convaincre de demeurer dans leur région natale. D'abord, les Camps Je permettent de donner la piqûre de l'entrepreneuriat aux jeunes de 14 à 17 ans. Ces camps font vivre aux jeunes les étapes de démarrage d'une entreprise dans une atmosphère de vacances. Reconnaissant la qualité et la grande popularité de ces camps, la BDC s'est associée à ces événements depuis trois ans, notamment en fournissant un appui financier et le soutien d'un conseiller sur les lieux de l'événement.

Le programme Emploi étudiant, de Développement économique Canada, quant à lui, donne la possibilité aux jeunes du secondaire, du collégial ou de l'université de venir travailler à la SADC ou au CAE de leur région pendant l'été. Étant donné l'importance d'une telle mesure, elle a été rendue accessible dans l'ensemble des SADC et CAE, et les salaires des jeunes stagiaires ont même été bonifiés à deux reprises. De plus, la création de l'Initiative jeunesse du PAC, en collaboration avec Industrie Canada, permet l'embauche de jeunes stagiaires dans les Centres d'accès communautaire à Internet (CACI). Ils peuvent ainsi acquérir une expérience de travail dans le secteur des technologies de l'information.

Enfin, pour les jeunes de 18 à 35 ans, nous avons bâti, avec DEC, la Stratégie jeunesse. Cette mesure offre, entre autres, des prêts financiers pouvant aller jusqu'à 15 000 \$ par projet. À travers ce défi que constitue la Stratégie jeunesse, un véritable lien de confiance s'est établi, notamment grâce aux excellents résultats de la mesure d'évaluation transmis par les SADC et les CAE. Compte tenu de la qualité et de la quantité des données disponibles, l'agence n'a pas eu besoin de recourir à d'autres évaluations pour procéder au renouvellement de notre entente pour deux ans. Enfin, une mesure temporaire d'accès à du capital pour permettre aux membres de mieux répondre aux besoins des jeunes promoteurs de nos milieux a été ajoutée. Voilà plusieurs exemples qui démontrent combien notre collaboration avec le gouvernement du Canada est efficace dans notre démarche d'aide envers les jeunes.

- En cinq ans, près de 830 jeunes ont participé aux Camps Je. À l'été 2004, 89 % des jeunes participants ont affirmé être satisfaits de leur expérience, et 49 % d'entre eux confirment que les camps leur ont donné le goût de démarrer leur entreprise.
- En tout, 1 120 jeunes ont obtenu un emploi d'été dans une SADC ou un CAE grâce au programme Emploi étudiant.

16

DES OBJECTIFS... ET DES MOYENS!

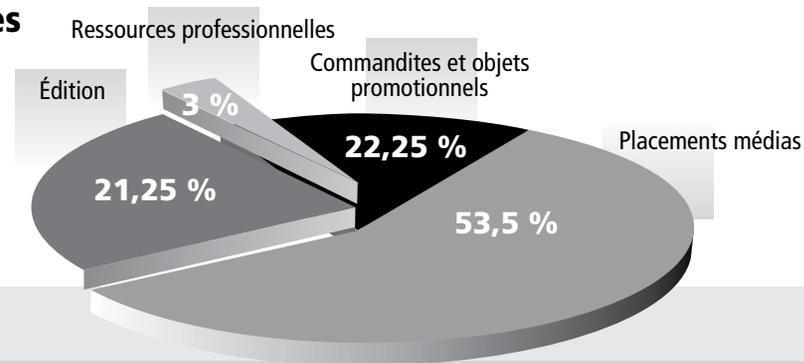
- L'Initiative jeunesse d'Industrie Canada a permis, au total, la création de 1 654 emplois liés aux technologies de l'information.
- Depuis 1997, 2 685 entreprises, soit 3 264 entrepreneurs, ont bénéficié de la Stratégie jeunesse. Ces entreprises ont contribué à la création ou au maintien de 9 800 emplois.
- Nos enquêtes annuelles révèlent que 92 % des jeunes promoteurs considèrent que leur projet d'entreprise a facilité leur enracinement régional.

AUGMENTER NOTRE VISIBILITÉ PUBLIQUE

Le Programme de communication à frais partagés a été créé en 1997 en collaboration avec Développement économique Canada dans le but d'accroître la visibilité des SADC et CAE, tout en mettant en valeur notre partenariat. Le taux de satisfaction des SADC et CAE est de 100 % et la quasi-totalité des membres y participe. Ce programme constitue un élément important dans l'amélioration des activités de communication de notre regroupement. C'est en grande partie grâce au développement d'une image corporative commune que les communications se sont améliorées. Nous bénéficions maintenant d'une identité bien définie! Ce programme assure donc une excellente visibilité des SADC et CAE et de l'agence dans toutes les régions du Québec.

- Depuis la création du programme, près de 7 000 activités de communication ont été réalisées et plus de 203 000 outils présentant l'image commune ont circulé dans la province.
- Onze formations touchant les communications ont été offertes aux SADC et CAE dont une tournée régionale pour présenter le plan de communication du Réseau des SADC.
- Depuis 1997, 19 conférences de presse ont été organisées conjointement avec les SADC et DEC, dont 15 avec la présence du ministre de l'agence.

Activités réalisées par les SADC selon les volets admissibles



OUTILLER NOS MEMBRES

L'enveloppe dédiée est une nouvelle mesure instaurée en 2001, au moment de notre signature de contrat avec DEC. Elle vise à bonifier le budget de fonctionnement des SADC pour des besoins spécifiques, dont l'augmentation des salaires, l'amélioration des avantages sociaux, une offre de formation aux employés et un plus grand investissement dans le suivi des entreprises qui ont bénéficié de l'aide des SADC. L'enveloppe dédiée fait d'ores et déjà ses preuves! Grâce à ce fonds supplémentaire, le taux de roulement dans les postes de direction et d'analyste financier a diminué de façon significative.

- De 2001 à 2004, le budget de fonctionnement moyen des SADC est passé de 235 000 \$ à plus de 250 000 \$, une augmentation annuelle moyenne de 5 500 \$ par SADC.
- Le taux de roulement des postes de direction est passé de 40 % en 1999 à 16 % en 2004. Une nette amélioration!

LA RECONNAISSANCE DES AUTRES PARTENAIRES

Toujours dans l'objectif de faire émerger le meilleur des collectivités locales et régionales et d'assurer leur développement, les SADC et CAE ont compris l'importance de s'unir à différents organismes de leur milieu. Nous pouvons d'ailleurs témoigner aujourd'hui des résultats de cette démarche, puisque le Réseau est de plus en plus sollicité par divers intervenants et que ces associations ont permis, au cours des années, de consolider plusieurs alliances stratégiques pour l'atteinte de nos objectifs. Elles se concrétisent sous différentes formes, soit par des ententes spécifiques, par la participation à des événements ou encore, par le partage de connaissances ou d'expertises.

Certains liens se sont transformés au fil du temps en de véritables partenariats, comme avec la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM). Cette collaboration s'est faite naturellement entre les membres et les municipalités, car les mêmes problématiques nous interpellent. Au départ, des élus municipaux siégeaient aux conseils d'administration des SADC et CAE. Plusieurs ententes se sont ajoutées, en plus des échanges sur le terrain. Chaque année, le Réseau investit dans le placement de publicités à l'intérieur du magazine Quorum. Nous sommes aussi un important partenaire de leur congrès annuel et nous commanditons le prix Gaétan-Archambault, qui honore le travail d'un bénévole ayant contribué au développement de sa région.

Soulignons aussi notre partenariat avec la Fondation Rues principales. Il a débuté par des projets de revitalisation d'artères commerciales avec les membres. Aujourd'hui, nous commanditons le Prix Animation et Promotion dans le cadre de leur colloque et nous diffusons une publicité dans leur répertoire des bons coups. Des ententes ont également été développées pour certains outils, tel notre intranet CIRIL. Par ailleurs, nous collaborons régulièrement avec plusieurs organismes, dont la Fondation de l'entrepreneurhip et l'Avenir des Jeunes Innovateurs Regroupés en Région (Ajirr).

18

«En 2004-2005, le partenariat entre Ressources Entreprises et le Réseau des SADC du Québec, en collaboration avec Développement économique Canada, a permis de répondre aux demandes de recherche de 23 SADC de l'est du Québec. Près de 700 heures de recherche d'informations stratégiques ont été transmises aux SADC afin de les soutenir dans leurs interventions auprès des entrepreneurs et des PME. Nous sommes très heureux de cette collaboration puisque cela nous offre la possibilité de contribuer au développement des entreprises ainsi que d'appuyer concrètement les entrepreneurs dans leurs démarches d'affaires.»

Anne Demers, directrice générale
Ressources Entreprises

DES OBJECTIFS... ET DES MOYENS!

Enfin, cette année nous avons accentué la concertation avec plusieurs organismes concernant l'économie sociale. Conscients que la prise en charge du milieu doit se faire par les gens du milieu, nous nous sommes entendus pour travailler ensemble au développement des projets d'économie sociale afin que nos collectivités en bénéficient au maximum. Voilà un bel exemple d'entraide qui nous rend plus performants et plus efficaces auprès de nos régions!

□ LES SADC ET LES CAE APPRÉCIÉS DE LEUR MILIEU □ □ □

Notre regroupement étant soucieux que ses interventions aient de réels impacts sur les collectivités du Québec, voilà maintenant dix ans qu'il s'est doté d'une mesure de rendement très raffinée. Elle inclut une enquête de satisfaction réalisée annuellement depuis sept ans déjà auprès des entreprises et des organismes qui ont bénéficié des services des membres du Réseau des SADC. Après toutes ces années, il ressort de ces enquêtes des éléments très intéressants qui nous en disent long sur les retombées du travail effectué par les SADC et les CAE dans leur milieu. Voici quelques résultats du travail de nos membres depuis sept ans :

- 96 % des entrepreneurs interrogés sont satisfaits des services obtenus des SADC.
- 98 % des organismes qui ont collaboré avec les SADC à des projets de développement local affirment être satisfaits de l'aide apportée.
- 83 % des clients qui ont bénéficié d'une aide financière des SADC affirment que, sans cette aide, leur projet d'entreprise n'aurait pu se réaliser dans les mêmes délais, ni avec la même ampleur.
- Parmi l'ensemble des entreprises ayant obtenu du financement de la part d'une SADC, 7 entreprises sur 10 ont vu leur chiffre d'affaires augmenter.

D'autre part, le financement accordé aux entrepreneurs par les SADC leur permet d'avoir accès à d'autres capitaux.

- Pour ce qui est du fonds régulier, la proportion du financement provenant d'organismes du milieu est passée de 35 % à 50 % au fil des années.

«Les SADC et CAE représentent, dans chaque milieu où nous intervenons, un partenaire de premier choix puisqu'il apporte les fruits de sa vaste expérience en relance et en développement de l'économie locale de nos collectivités. Nous avons en commun avec ce Réseau une mission de revitalisation des municipalités du Québec, et les nombreuses collaborations entre nos deux organisations témoignent du succès de ce partenariat au bénéfice de la qualité de vie de nos milieux.»

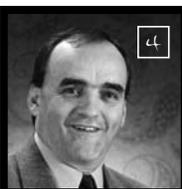
François Varin, directeur général
Fondation Rues principales

«Nous sommes très fiers d'avoir remporté le Prix animation et promotion 2004 parrainé par le Réseau des SADC du Québec, dans le cadre du colloque annuel de la Fondation Rues principales. Cette reconnaissance des efforts déployés est venue confirmer la pertinence de nos actions et a encouragé tout le monde à poursuivre le travail amorcé. La bourse qui accompagnait cet honneur a été acceptée avec grand plaisir et elle a permis de bonifier la nouvelle édition du répertoire des places d'affaires. Pour un certain temps, nous avons affiché cette fierté en bordure de l'autoroute 15 et depuis, tous nos outils de communication portent la mention de ce prix.»

Sonia Leroux, chargée de projet à **Rues principales**
Saint-Jérôme

LES SADC ET LES CAE APPRÉCIÉS DE LEUR MILIEU

- Dans le cas de la Stratégie jeunesse, cette progression est encore plus frappante. Elle est passée de 8 % à plus de 50 % depuis 1998. Cela confirme le véritable effet de levier du financement offert par les SADC et les CAE à l'échelle locale.
- De plus, 67 % des entreprises confirment que l'aide accordée par les SADC a facilité l'accès à du financement additionnel.



22

DES GENS PASSIONNÉS □□□

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Formé de bénévoles représentant les différentes régions du Québec, le conseil d'administration décide des orientations de notre organisation sur la base de rencontres régulières avec les membres.

En plus de leur implication au sein de leur organisme respectif, ces administrateurs engagés contribuent aux travaux d'un ou plusieurs comités du Réseau des SADC, aux rencontres d'échanges sur des sujets de fond avec le comité des Permanents ainsi qu'aux rencontres de discussions des présidents.

Des gens passionnés qui travaillent au développement des collectivités!

DES GENS PASSIONNÉS



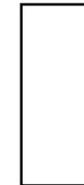
- 1- Gratién LeBel, président (Montérégie) ■ 2- Michel Claveau, 1^{er} vice-président (Côte-Nord) ■ 3- Alain Audet, 2^e vice-président (Abitibi-Témiscamingue)
- 4- Raymond Cimon, trésorier (Chaudière-Appalaches) ■ 5- Eugène Bouchar, secrétaire (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine) ■ 6- Jacques Bêlisle (Outaouais)
- 7- Marcel Brosseau (Estrie) ■ 8- Bernard Lacroix (Laurentides-Lanaudière) ■ 9- Serge-Éric Mercier (Bas-Saint-Laurent) ■ 10- Thérèse Verville (Nord-du-Québec)
- 11- Jean-Claude Thibeault (Mauricie—Centre-du-Québec) ■ Marc Saint-Pierre (Saguenay—Lac-Saint-Jean) (absent)
- Les observateurs issus du comité des Permanents : Serge Desgagné, Patsy Keays et Lucien Landry.

DES GENS PASSIONNÉS (SUITE)

LE COMITÉ DES PERMANENTS

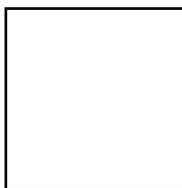
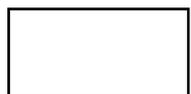
Formé de directeurs généraux élus par leurs pairs et qui représentent leur région, le comité des Permanents discute des divers enjeux relatifs aux SADC et CAE du point de vue de la gestion quotidienne des corporations. Ce comité appuie le conseil d'administration dans la recherche de solutions concrètes.

Le comité tient environ quatre rencontres par année et participe aux réflexions lors du lac-à-l'Épaulé annuel. Ses membres agissent également en tant qu'intermédiaires entre le Réseau et leurs régions dans la réalisation de certains projets et partenariats.



- 1- Marc Hardy (Abitibi-Témiscamingue) ■ 2- Brigitte Pouliot (Bas-Saint-Laurent) ■ 3- Patsy Keays (Côte-Nord) ■ 4- Marc Grimard, substitut de Ginette Isabel (Estrie)
- 5- Jocelyn de Grandpré (Laurentides-Lanaudière) ■ 6- Serge Desgagné (Saguenay—Lac-Saint-Jean) ■ 7- Doris Scott (Mauricie—Centre-du-Québec)
- 8- Michel Lavergne, substitut de Pierre Monette (Outaouais) ■ 9- Richard Marin, substitut de Lucien Landry (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine)
- 10- Sonia Forbes (Chaudière-Appalaches) ■ 11- Michel Aubin (Montérégie) ■ 12- Annie Potvin (Nord-du-Québec)





DES GENS PASSIONNÉS (SUITE)

L'ÉQUIPE DU RÉSEAU

L'équipe du Réseau répond avant tout aux besoins de ses membres. Elle s'est donné comme mission d'être le carrefour des SADC et CAE en favorisant le partage des expériences, en assurant la diffusion de l'information et en représentant leurs intérêts.

Elle assure la réalisation de plusieurs activités et événements tout au long de l'année tels le congrès, la semi-annuelle, les rencontres de comités, etc. Elle réalise la coordination des programmes disponibles aux SADC et CAE et contribue au développement d'outils visant à faciliter le travail des permanents.

DES GENS PASSIONNÉS



- 1- Christine Pilote ■ 2- Joël Gauthier ■ 3- Annie Pomerleau ■ 4- Pauline Chauvette ■ 5- Johanne Michaud ■ 6- Dominique Côté ■ 7- Ginette Paré ■ 8- Paul Gauthier
- 9- Keena Lévesque ■ 10 -Jolin Ferland ■ 11- Nathalie Gagnon ■ 12- Hélène Deslauriers ■ Line Bergeron (absente) ■ Consultante : Lorraine Frappier (absente)

*«Plus de 20 ans de développement,
d'accompagnement et de financement»*

979, av. de Bourgogne, bureau 530
Sainte-Foy (Québec) G1W 2L4
T 418.658.1530 F 418.658.9900 Courriel : sadc@ciril.qc.ca

www.reseau-sadc.qc.ca